

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 JUILLET 1919.

Projet de loi
complétant la loi de recrutement du 1^{er} mars 1919 pour la levée spéciale de 1919
et apportant des modifications aux lois de milice coordonnées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

A présent que la paix est signée, il y a lieu de rétablir le régime militaire du temps de paix et de ramener le contingent à 100,000 hommes, chiffre maximum prévu par la loi.

Nous avons à appeler sous les armes les classes de 1914 à 1919.

La loi du recrutement pour la levée spéciale de 1919, n'a pas déterminé le moment auquel se feraient les appels des diverses classes qui la composent, mais elle envisageait implicitement, au moins, l'éventualité de l'appel de toutes ces classes sur un seul exercice, ce qui aurait porté le contingent à plus de 250,000 hommes. Il ne peut plus en être question.

Force nous est de répartir sur plusieurs années l'appel sous les armes de ce contingent.

Les classes de 1914, 1915 et 1916, en déduisant les miliciens incorporés pendant la guerre, ainsi que les volontaires, lesquels seront envoyés en congé illimité lors de la démobilisation s'ils justifient avoir passé 12 mois sous les drapeaux — ne comprendront pas plus de 100,000 hommes au maximum. Le Gouvernement propose, en conséquence, de n'appeler que ces trois classes au cours du présent exercice.

Les opérations du recrutement des classes de 1914 (et antérieures) ainsi que de 1915, sont terminées ou bien près de l'être ; les hommes qui appartiennent à ces classes seront incorporés dans le courant de juillet.

Les commissions de recrutement s'occuperont incessamment de la classe de 1916, qui pourra ainsi, être appelée sous les drapeaux avant l'expiration de l'année 1919.

De cette manière, nos unités seront constituées par les nouvelles classes, et — dès que l'instruction des recrues sera terminée, elles pourront faire face aux très nombreux services qui sont requis aussi bien sur notre territoire qu'en pays d'occupation.

Les classes subséquentes pourront être appelées successivement, de la manière suivante :

En 1920, celles de 1917 et 1918 ;
En 1921, — 1919 et 1920 ;
En 1922, — 1921 et 1922.

Le régime redeviendrait normal en 1923.

Il est assurément fâcheux de devoir reporter l'exécution des obligations militaires à des termes aussi éloignés de l'âge de milice, mais les événements n'ont pas permis de procéder autrement.

En conséquence, nous proposons de remplacer l'article 2, chapitre VII, du n° XVII, par une disposition autorisant le Gouvernement à répartir sur des exercices ultérieurs l'appel des classes de 1917, 1918, 1919.

En raison des inconvénients inhérents aux dispositions nouvelles, il est à prévoir que de nombreux miliciens demanderont à devancer l'appel de leur classe; nous proposons de supprimer cette latitude dont l'application aurait pour effet de porter le contingent au delà des limites légales.

D'autre part, aux termes des dispositions légales, les miliciens des contingents de guerre, les volontaires pour la durée de la guerre sont dégagés de toute obligation militaire le jour fixé par arrêté royal pour la remise de l'armée sur le pied de paix.

Or, des engagements volontaires pour la durée de la guerre ont été admis jusqu'au 1^{er} décembre 1918. Certains volontaires n'auront donc que quelques mois de service actif au jour prochain de la démobilisation.

Il ne peut être question de créer des obligations nouvelles aux miliciens des contingents de guerre, ni aux volontaires pour la durée de la guerre nés en 1893 et antérieurement, le contingent pour la levée spéciale de 1919 ne comprenant plus que les miliciens des classes 1914 à 1919, plus certains ajournés.

Mais pour ceux nés pendant les années 1894 à 1899 incluse, il est nécessaire de les maintenir sur les contrôles de l'armée et de les rattacher à une classe de milice: il convient, en outre, d'exiger qu'ils aient accompli une année de service actif avant qu'ils ne soient envoyés en congé illimité.

Il est nécessaire également, de déterminer définitivement la situation des volontaires pour la durée de la guerre nés en 1900 et postérieurement.

D'autre part, au moment où la démobilisation enlève à l'armée une partie de ses cadres, il est opportun de favoriser les engagements des volontaires de carrière qui constituent en quelque sorte l'ossature de l'armée.

Dans ce but, quelques modifications relatives à la durée du terme de service actif de ces volontaires devraient être apportées aux lois de milice coordonnées.

Le Gouvernement compte sur la diligence du Parlement pour l'adoption de ces dispositions inspirées par le souci des intérêts de l'armée qui se confondent avec ceux du pays.

Le Ministre de la Guerre,

F. MASSON.

Le Ministre de l'Intérieur,

DE BROQUEVILLE.

PROJET DE LOI

Complétant la loi de recrutement du 1^{er} mars 1919 pour la levée spéciale de 1919 et apportant des modifications aux lois de milice coordonnées.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Guerre et de Notre Ministre de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Guerre et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés de présenter en Notre Nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

L'article 2, chapitre VII, n^o XVII, alinéa 3 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« Si la date fixée par le Gouvernement pour l'entrée de leur classe au service actif n'est pas encore arrivée, ils sont renvoyés dans leurs foyers jusqu'à cette date, et au plus tard, jusqu'à la fin de 1923. »

WETSONTWERP

houdende aanvulling der wervingswet van 1 Maart 1919 voor de bijzondere lichting van 1919 en waarbij wijziging der samengeordende militiewetten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Oorlog en van Onzen Minister van Binnenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Oorlogen Onze Minister van Binnenlandsche zaken zijn gelast in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp in te dienen waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 2, hoofdstuk VII, n^o XVII, 3^o lid, wordt ingetrokken en door de volgende beschikking vervangen:

« Is de datum, door de Regeering bepaald, waarop hunne klasse onder werkelijken dienst treedt, nog niet aangebroken, dan worden zij tot dien datum, en uiterlijk tot einde 1923, huiswaarts gezonden. »

ART. 2.

« Les jeunes gens qui, appelés par
 » leur âge, à la formation de la
 » levée spéciale de 1919, et d'une
 » levée suivante, font déjà partie de
 » l'armée belge ou de l'une des
 » armées alliées, au sens de l'arti-
 » cle 2, n° XIII de la loi du 1^{er} mars
 » 1919, sont soumis aux obligations
 » déterminées à l'article 2, littera A,
 » des lois de milice coordonnées.

» Pour ces militaires, la durée du
 » terme de milice prend cours :

» a) Pour les volontaires pour la
 » durée de la guerre, à partir du
 » 15 septembre qui suit la date où
 » ils ont dix-huit ans accomplis ou
 » qui suit la date de leur engage-
 » ment, s'ils se sont engagés après
 » dix-huit ans.

» b) Pour les miliciens des con-
 » tingents de guerre, à partir du
 » 15 septembre de l'année de leur
 » incorporation.

» Les militaires de ces catégories,
 » qui ont accompli au moins un an
 » de service actif, à la date du jour
 » fixé pour la remise de l'armée sur
 » pied de paix, sont envoyés en
 » congé illimité et considérés comme
 » ayant satisfait aux obligations de
 » service actif (rappels compris),
 » déterminées par l'article 63, lit-
 » tera B, des lois de milice coordon-
 » nées. »

ART. 2.

« De jongelingen die, geroepen
 » uit hoofde van hunnen ouderdom
 » om van de bijzondere lichting
 » deel uit te maken, reeds tot het
 » Belgisch leger of tot een der ver-
 » bonden legers toehooren, in den
 » zin van artikel 2, n° XIII der wet
 » van 1^{en} Maart 1919, zijn onder-
 » worpen aan de verplichtingen
 » vastgesteld bij artikel 2, littera A,
 » der samengeordende militiewet-
 » ten. »

» Voor deze militairen, neemt de
 » duur van den militietermijn aan-
 » vang :

» a) Voor de vrijwilligers voor
 » den duur van den oorlog, met
 » ingang van den 15^{en} September na
 » den datum waarop zij den vollen
 » ouderdom van 18 jaar bereiken
 » of die op den datum hunner dienst-
 » verbintenis volgt, indien zij na
 » achttien jaar hebben dienst ge-
 » nomen.

» b) Voor de miliciens der oor-
 » logscontingenten, van den 15^{en}
 » September af van 't jaar hunner
 » inlijving.

» De militairen dezer categoriën
 » die, op den datum van den vastge-
 » stelden dag waarop het leger terug
 » op vredesvoet gebracht wordt, ten
 » minste één jaar werkelijken dienst
 » hebben volbracht, worden met
 » onbepaald verlof gezonden en be-
 » schouwd als te hebben voldaan
 » aan de verplichtingen van werke-
 » lijken dienst (met inbegrip der
 » wederoproeping) bepaald bij
 » artikel 63, littera B der samenge-
 » ordende militiewetten. »

ART. 3.

« Par dérogation aux dispositions
 » de l'article 2, littera B, n° 2, des
 » lois de milice coordonnées, la
 » durée du terme de milice des
 » hommes formant la levée spéciale
 » de 1919, prend cours à partir du
 » 15 septembre 1919, quelles que
 » soient la classe dont ils eussent dû
 » faire partie normalement, ainsi
 » que la date de leur incorpora-
 » tion. »

ART. 4.

L'article 63, littera C, des lois de milice coordonnées est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« c) Le terme de service actif,
 » pour les volontaires est de :
 » trois ans, s'ils sont âgés de plus
 » de dix-huit ans;
 » quatre ans, s'ils sont âgés de
 » moins de dix-huit ans;
 » cinq ans, s'ils sont âgés de
 » moins de dix-sept ans;
 » un, deux ou trois ans, pour les
 » miliciens ou les volontaires qui,
 » après l'accomplissement de leur
 » terme de service actif normal, ou
 » de leur terme de milice, deman-
 » dent à demeurer ou à rentrer sous
 » les armes. Ils sont, dès lors, con-
 » sidérés comme rengagés.

« La durée du terme de service
 » actif normal prend cours :

« 1°) pour les volontaires, à partir
 » du jour de leur engagement;

« 2°) pour les miliciens et les volon-
 » taires de milice, à partir de la

ART. 3.

« Bij afwijking van de beschikkin-
 » gen van artikel 2, littera B, n° 2, der
 » samengeordende militiewetten,
 » gaat de duur van den militieter-
 » mijn der mannen die de bijzondere
 » lichting van 1919 uitmaken, in
 » den 15 September 1919, welke ook
 » de klassen waarvan zij in gewoon
 » geval zouden moeten deel hebben
 » uitgemaakt, evenals de datum
 » hunner inlijving wezen. »

ART. 4.

Artikel 63, littera C, der samen-geordende militiewetten wordt ingetrokken en door de volgende beschikking vervangen :

« (c) de termijn werkelijke dienst
 » voor de vrijwilligers bedraagt;
 » drie jaar, indien zij ouder zijn
 » dan achttien jaar;
 » vier jaar, indien zij geen acht-
 » tien jaar oud zijn;
 » vijf jaar, indien zij geen zeven-
 » tien jaar oud zijn;
 » één, twee of drie jaar, voor de
 » miliciens of de vrijwilligers die, na
 » hunnen gewonen termijn werke-
 » lijken dienst of hunnen militieter-
 » mijn te hebben uitgedaan, onder
 » de wapenen vragen te blijven of
 » er terug onder te treden. Zij wor-
 » den van dien stond af als opnieuw-
 » dienstnemenden beschouwd. »

« De duur van de gewonen werke-
 » lijken diensttermijn neemt aan-
 » vang :

« 1° Voor de vrijwilligers, van
 » den dag hunner dienstverbin-
 » tenis;

« 2° Voor de miliciens en de mili-
 » tievrijwilligers, van af den datum

» date de leur entrée effective sous
» les armes, sans que cette date
» puisse être antérieure à celle fixée
» pour l'appel au service actif de la
» classe à laquelle ils appartiennent. »

Donné à Bruxelles, le 11 juillet
1919.

» waarop zij werkelijk onder de
» wapenen treden, zonder dat deze
» datum moge vallen vóór dezen be-
» paald tot de oproeping onder
» werkelijken dienst der klassen
» waartoe zij behooren. »

Gegeven te Brussel, den 11 Juli
1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de la Guerre,

Van 's Konings wege :

De Minister van Oorlog,

F. MASSON.

Le Ministre de l'Intérieur,

*De Minister van Binnenlandsche
Zaken,*

Ch. DE BROQUEVILLE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 JULI 1919.

Wetsontwerp

houdende aanvulling der wervingswet van 1 Maart 1919 voor de bijzondere lichting van 1919 en waarbij wijziging der samengeordende militlewetten.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Nu de vrede is geteekend, dient het militair stelsel uit vreedestijd opnieuw ingevoerd en het contingent teruggebracht op 100,000 man, maximumcijfer bij de wet voorzien.

Wij hoeven de klassen 1914 tot 1919 onder de wapenen op te roepen.

De wervingswet voor de bijzondere lichting van 1919 heeft het oogenblik niet bepaald waarop de oproeping der verschillende klassen waaruit zij bestaat, zouden geschieden, maar zij zag, dit sprak ten minste van zelf, de gebeurlijkheid tegemoet der oproeping van al deze klassen over één enkel dienstjaar, waardoor het contingent 250,000 man zou hebben overtroffen. Hiervan kan geen sprake meer wezen.

Wij zijn er dus toe gedwongen de oproeping onder de wapenen van dit contingent over verscheidene jaren te verdeelen.

De klassen 1914, 1915 en 1916, daarvan afgerekend de onder den oorlog ingelijfde miliciens, evenals de vrijwilligers, welke bij de demobilisatie met onbepaald verlof zullen worden gezonden indien zij doen blijken twaalf maanden onder de wapenen te hebben doorgebracht, zullen niet meer dan hoogstens 100,000 man opleveren. Diensvolgens stelt de Regeering voor enkel die drie klassen in den loop van dit dienstjaar op te roepen.

De verrichtingen tot de werving der klassen 1914 (en oudere) evenals 1915, zijn afgelopen of het einde ervan is zeer nabij; de tot die klassen toehoorende mannen zullen in den loop van Juli worden ingelijfd.

De wervings-commissiën zullen zich onverwijld bezig houden met de klasse 1916 die dus voor het einde van 't jaar 1919 onder de wapenen zal kunnen opgeroepen worden.

Zoodoende zullen onze eenheden uit de nieuwe klassen bestaan, en zoodra de opleiding der reeruten zal uit zijn, zullen zij bestand wezen tegen de zeer talrijke diensten die zoowel in ons gebied als in de bezettingsstreek vereischt worden.

De volgende klassen zullen na elkander volgenderwijze kunnen worden opgeroepen :

In 1920, die van 1917 en 1918;

In 1921, die van 1919 en 1920;

In 1922, die van 1921 en 1922.

Het stelsel zou in 1923 weder normaal worden.

Het is voorzeker spijtig de uitvoering der militaire verplichtingen op zoo lang na den militeiouderschap vallende tijdstippen te moeten verdeelen, doch de gebeurtenissen hebben het niet mogelijk gemaakt anders te handelen.

Diensvolgens stellen wij voor artikel 2, hoofdstuk VII, van n° XVII door eene bepaling te vervangen waarbij de Regeering er toe gemachtigd wordt de oproeping der klassen 1917, 1918, 1919 over latere dienstjaren te verdeelen.

Uit reden der nadeelen die onvermijdelijk uit de nieuwe beschikkingen volgen, valt er te voorzien dat talrijke miliciens zullen vragen vóór de oproeping hunner klasse te dienen; wij stellen voor deze bevoegdheid af te schaffen, waarvan de toepassing de wettelijke getalsterkte van het contingent zou doen stijgen.

Anderzijds, luidens de wettelijke beschikkingen, komen de miliciens der oorlogscontingenten, de vrijwilligers voor den duur van den oorlog vrij van alle militaire verplichting op den dag bij koninklijk besluit bepaald tot den terugkeer van 't leger op vredesvoet.

Nu, tot 1^{sten} December 1918 toe werden vrijwillige dienstnemingen voor den duur van den oorlog aanvaard. Sommige vrijwilligers zullen dus op den aanstaanden stond der demobilisatie slechts enkele maanden onder werkelijken dienst zijn.

Er kan geen sprake wezen voor de miliciens der oorlogscontingenten, noch voor de in 1893 en vroeger geboren vrijwilligers voor den duur van den oorlog, nieuwe verplichtingen in te voeren, aangezien het contingent voor de bijzondere lichting van 1919 slechts uit de miliciens der klassen 1914 tot 1919, en sommige uitgestelden bestaat.

Doch, het is noodzakelijk dat diegenen gedurende de jaren 1894 tot 1899 inbegrepen geboren, op de lijsten van 't leger blijven en hen bij eene militieklasse aan te rekenen; buitendien hoeven zij een jaar werkelijken dienst te volbrengen alvorens met onbepaald verlof te worden gezonden.

't Is ook noodzakelijk den toestand der in 1900 en later geboren vrijwilligers voor den duur van den oorlog vast te bepalen.

Anderzijds, op 't oogenblik dat het leger, uit oorzaak der demobilisatie, een deel zijner kaders verliest, is het gepast de dienstnemingen te begunstigen der beroepsvrijwilligers die als 't ware het gestel van 't leger uitmaken.

Daartoe zouden enkele wijzigingen aangaande den duur van den termijn werkelijken dienst dier vrijwilligers aan de samengeordende militie-wetten hoeven toegebracht.

De Regeering rekent op het Parlement om de aanneming dezer beschikkingen, ingegeven door de bezorgdheid om 's legers belangen die met die van 't land samengaan, spoed bij te zetten.

De Minister van Oorlog,

F. MASSON.

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

DE BROQUEVILLE.

PROJET DE LOI

Complétant la loi de recrutement du 1^{er} mars 1919 pour la levée spéciale de 1919 et apportant des modifications aux lois de milice coordonnées.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Guerre et de Notre Ministre de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Guerre et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés de présenter en Notre Nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

L'article 2, chapitre VII, n° XVII, alinéa 3 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« Si la date fixée par le Gouvernement pour l'entrée de leur classe au service actif n'est pas encore arrivée, ils sont renvoyés dans leurs foyers jusqu'à cette date, et au plus tard, jusqu'à la fin de 1923. »

WETSONTWERP

houdende aanvulling der wervingswet van 1 Maart 1919 voor de bijzondere lichting van 1919 en waarbij wijziging der samengeordende militiewetten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Oorlog en van Onzen Minister van Binnenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Oorlog en Onze Minister van Binnenlandsche zaken zijn gelast in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp in te dienen waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 2, hoofdstuk VII, n° XVII, 3° lid, wordt ingetrokken en door de volgende beschikking vervangen:

« Is de datum, door de Regeering bepaald, waarop hunne klasse onder werkelijken dienst treedt, nog niet aangebroken, dan worden zij tot dien datum, en uiterlijk tot einde 1923, huiswaarts gezonden. »

ART. 2.

« Les jeunes gens qui, appelés par
 » leur âge, à la formation de la
 » levée spéciale de 1919, et d'une
 » levée suivante, font déjà partie de
 » l'armée belge ou de l'une des
 » armées alliées, au sens de l'arti-
 » cle 2, n° XIII de la loi du 1^{er} mars
 » 1919, sont soumis aux obligations
 » déterminées à l'article 2, littera A,
 » des lois de milice coordonnées.

» Pour ces militaires, la durée du
 » terme de milice prend cours :

» a) Pour les volontaires pour la
 » durée de la guerre, à partir du
 » 13 septembre qui suit la date où
 » ils ont dix-huit ans accomplis ou
 » qui suit la date de leur engage-
 » ment, s'ils se sont engagés après
 » dix-huit ans.

» b) Pour les miliciens des con-
 » tingents de guerre, à partir du
 » 13 septembre de l'année de leur
 » incorporation.

» Les militaires de ces catégories,
 » qui ont accompli au moins un an
 » de service actif, à la date du jour
 » fixé pour la remise de l'armée sur
 » pied de paix, sont envoyés en
 » congé illimité et considérés comme
 » ayant satisfait aux obligations de
 » service actif (rappels compris),
 » déterminées par l'article 63, lit-
 » tera B, des lois de milice coordon-
 » nées. »

ART. 2.

« De jongelingen die, geroepen
 » uit hoofde van hunnen ouderdom
 » om van de bijzondere lichting
 » deel uit te maken, reeds tot het
 » Belgisch leger of tot een der ver-
 » bonden legers toehooren, in den
 » zin van artikel 2, n° XIII der wet
 » van 1^{de} Maart 1919, zijn onder-
 » worpen aan de verplichtingen
 » vastgesteld bij artikel 2, littera A,
 » der samengeordende militiewet-
 » ten. »

» Voor deze militairen, neemt de
 » duur van den militietermijn aan-
 » vang :

» a) Voor de vrijwilligers voor
 » den duur van den oorlog, met
 » ingang van den 13^{de} September na
 » den datum waarop zij den vollen
 » ouderdom van 18 jaar bereiken
 » of die op den datum hunner dienst-
 » verbintenis volgt, indien zij na
 » achttien jaar hebben dienst ge-
 » nomen.

» b) Voor de miliciens der oor-
 » logscontingenten, van den 13^{de}
 » September af van 't jaar hunner
 » inlijving.

» De militairen dezer categoriën
 » die, op den datum van den vastge-
 » stelden dag waarop het leger terug
 » op vredesvoet gebracht wordt, ten
 » minste één jaar werkelijken dienst
 » hebben volbracht, worden met
 » onbepaald verlof gezonden en be-
 » schouwd als te hebben voldaan
 » aan de verplichtingen van werke-
 » lijken dienst (met inbegrip der
 » wederoproeping) bepaald bij
 » artikel 63, littera B der samenge-
 » ordende militiewetten. »

ART. 3.

« Par dérogation aux dispositions
» de l'article 2, littéra B, n° 2, des
» lois de milice coordonnées, la
» durée du terme de milice des
» hommes formant la levée spéciale
» de 1919, prend cours à partir du
» 15 septembre 1919, quelles que
» soient la classe dont ils eussent dû
» faire partie normalement, ainsi
» que la date de leur incorpora-
» tion. »

ART. 4.

L'article 63, littéra C, des lois de milice coordonnées est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« c) Le terme de service actif,
» pour les volontaires est de :
» trois ans, s'ils sont âgés de plus
» de dix-huit ans;
» quatre ans, s'ils sont âgés de
» moins de dix-huit ans;
» cinq ans, s'ils sont âgés de
» moins de dix-sept ans;
» un, deux ou trois ans, pour les
» miliciens ou les volontaires qui,
» après l'accomplissement de leur
» terme de service actif normal, ou
» de leur terme de milice, deman-
» dent à demeurer ou à rentrer sous
» les armes. Ils sont, dès lors, con-
» sidérés comme rengagés.

« La durée du terme de service
» actif normal prend cours :

» 1°) pour les volontaires, à partir
» du jour de leur engagement;

» 2°) pour les miliciens et les volon-
» taires de milice, à partir de la

ART. 3.

« Bij afwijking van de beschikkin-
» gen van artikel 2, littéra B, n° 2, der
» samengeordende militiewetten,
» gaat de duur van den militieter-
» mijn der mannen die de bijzondere
» lichting van 1919 uitmaken, in
» den 15 September 1919, welke ook
» de klassen waarvan zij in gewoon
» geval zouden moeten deel hebben
» uitgemaakt, evenals de datum
» hunner inlijving wezen. »

ART. 4.

Artikel 63, littéra C, der samen-
geordende militiewetten wordt inge-
trokken en door de volgende be-
schikking vervangen :

« (c) de termijn werkelijke dienst
» voor de vrijwilligers bedraagt;
» drie jaar, indien zij ouder zijn
» dan achttien jaar;
» vier jaar, indien zij geen acht-
» tien jaar oud zijn;
» vijf jaar, indien zij geen zeven-
» tien jaar oud zijn;
» één, twee of drie jaar, voor de
» miliciens of de vrijwilligers die, na
» hunnen gewonen termijn werke-
» lijken dienst of hunnen militieter-
» mijn te hebben uitgedaan, onder
» de wapenen vragen te blijven of
» er terug onder te treden. Zij wor-
» den van dien stond af als opnieuw-
» dienstnemenden beschouwd. »

« De duur van de gewonen werke-
» lijken diensttermijn neemt aan-
» vang :

» 1° Voor de vrijwilligers, van
» den dag hunner dienstverbin-
» denis;

» 2° Voor de miliciens en de mili-
» tievrijwilligers, van af den datum

» date de leur entrée effective sous
» les armes, sans que cette date
» puisse être antérieure à celle fixée
» pour l'appel au service actif de la
» classe à laquelle ils appartiennent. »

Donné à Bruxelles, le 11 juillet
1919.

» waarop zij werkelijk onder de
» wapenen treden, zonder dat deze
» datum moge vallen vóór dezen be-
» paald tot de oproeping onder
» werkelijken dienst der klassen
» waartoe zij behooren. »

Gegeven te Brussel, den 11 Juli
1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de la Guerre,

Van 's Konings wege :

De Minister van Oorlog,

F. MASSON.

Le Ministre de l'Intérieur,

*De Minister van Binnenlandsche
Zaken,*

Ch. DE BROQUEVILLE.

